ACTUALITES STN #16

05-2014

Une actualisation régulière des activités au sein des STN à l'attention exclusive des affiliées de l'UITA. Pour plus de détails,veuillez contacter le membre du secrétariat de l'UITA dont le nom apparaît au début de l'article.

Sommaire

Agriculture:
- Bananes***:*** Chiquita

Boissons/Brasseries
- The Coca-Cola Company
- PepsiCo
- AB-InBev

Restauration collective:
- Compass
- Sodexo

Division des produits laitiers:
- Conférence 2014 de la division des produits laitiers
- Danone
- Lactalis
- PepsiCo (produits laitiers)

Restauration rapide
- McDonalds

Pêche:
- Projet conjoint ITF/UITA "Du pêcheur au vendeur"

Alimentation:
- Cargill
- Ferrero
- H.J. Heinz
- Kellogg
- Mondelez
- Nestlé

Chaînes hôtelières:
- Accor
- Melià
- Campagne "Mettez mon lieu de travail en ordre"

Viande :
- Travail dans le secteur de la viande

Questions liées à la chaine d'approvisionnement
- Crown Holdings

Tourisme :
- Recherches sur les séjours tout compris

AGRICULTURE

sue.longley@iuf.org

Bananes :Chiquita

sue.longley@iuf.org

La réunion régulière du ***comité d'examen UITA/COLSIBA et Chiquita*** a eu lieu au Costa Rica le 8 avril 2014. Chiquita a informé le comité d'examen de son intention de se porter acquéreur de la société Fyffes, spécialisée dans le commerce des fruits. La nouvelle société Chiquita-Fyffes devient le principal fournisseur mondial de bananes. Le rachat devrait être effectif en 2015 à condition qu'il ne soit pas remis en cause par les autorités antitrust / de la concurrence.

La partie syndicale continuera à suivre de près les projets de la nouvelle société et leurs implications pour l'accord conclu avec Chiquita qui doit présenter une nouvelle mise à jour lors de la prochaine réunion du comité d'examen.

La partie syndicale se félicite de l'annonce du rachat par Chiquita des plantations Tres Hermanas au Honduras. Ce rachat intervient après un conflit de plus d'un an dans ces plantations. L'ancien propriétaire refusait de voir un syndicat indépendant, SITRAINBA, organiser l'exploitation et avait mis en place un syndicat jaune. Après des discussions avec l'UITA et des consultations avec Festagro, affiliée à COLSIBA, Chiquita a décidé d'acquérir et de gérer cette exploitation. Les trois plantations ont été renommées Agricola Bananera Santa Rita. Tous/tes les travailleurs/euses ont été réembauchés/es et SITRAINBA a pu entamer une syndicalisation véritable des plantations.

Dans le cadre du conflit avec Tres Hermanas, l'UITA et ses alliés ont contesté la certification Rainforest Alliance détenue par l'exploitation. Rainforest Alliance a par la suite modifié ses critères de certification pour faire du non respect de la liberté syndicale une violation majeure, et donc un motif au retrait de la certification. Toutefois, dans le cas de Tres Hermanas, la certification avait été annulée en raison de

discrimination à l'encontre de personnes (les critères avaient trait aux conventions de l'OIT sur l'égalité et la non-discrimination plutôt qu'aux conventions 87 et 98 sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective).

Le comité d'examen a également pris connaissance d'un rapport du sous-comité sur les genres concernant l'élaboration de matériel pédagogique (affiches et brochures) pour diffusion sur les lieux de travail afin de concrétiser l'accord conjoint pour mettre fin au harcèlement sexuel.

BOISSONS/BRASSERIES

burcu.ayan@iuf.org

Réunions 2014 de l'Alliance des travailleurs/euses de Coca-Cola et du réseau syndical PepsiCo/Frito-Lay : 8-10 septembre 2014 en Tunisie

Coca-Cola

burcu.ayan@iuf.org

Le secrétariat de l'UITA a organisé une mission d'investigation au Swaziland du 21 au 24 février pour examiner la situation en matière de contrats de travail précaires, de violations des droits syndicaux et d'égalité de traitement des travailleurs occasionnels employés chez Swaziland Beverages Limited (SBL). A la suite de discussions sur place et avec la direction générale à Atlanta, les emplois occasionnels de plus de 50 travailleurs/euses ont été convertis en emplois permanents. Le syndicat présent chez SBL continuera à négocier la question du travail occasionnel et les allégations non résolues de menaces de discrimination pour militantisme syndical.

Le secrétariat de l'UITA a lancé une mini enquête sur l'emploi et les conditions de travail des déménageurs de réfrigérateurs, chargés de transporter les réfrigérateurs vides dans les installations du système Coca-Cola. Merci de répondre aux questions suivantes et d'envoyer vos réponses à burcu.ayan@iuf.org:

1. Combien de personnes sont employées par Coca-Cola pour chaque transport de réfrigérateurs par camion?
2. La société a-t-elle recours à une entreprise en sous-traitance pour déménager les réfrigérateurs? Si oui, combien de personnes sont employées par le sous-traitant pour chaque transport de réfrigérateurs par camion?
3. Quelles sont les conditions de travail des opérateurs de frigos? Merci de fournir des détails sur les conditions de santé et de sécurité des déménageurs de réfrigérateurs des camions Coca-Cola dans votre pays

Nom : ……

Syndicat : ……..

Poste : ……

Courriel : ……

Téléphone : ……...

La prochaine réunion de ***l'équipe Engagements UITA/TCCC*** aura lieu le 8 mai 2014 à Atlanta. Des questions en cours, et de nouvelles questions, sur l'emploi et les droits, des régions Asie/Pacifique, Amériques et Afrique, seront soulevées et discutées au cours de la réunion.

Alliance des travailleurs/euses de Coca-Cola

burcu.ayan@iuf.org

Une grande manifestation a été organisée à l'usine Coca-Cola de Citibung pour protester contre les suppressions d'emplois chez Coca-Cola Amatil, et de façon à coïncider avec la visite de la PDG de Coca-Cola Amatil, Alison Watkins, le 25 mars 2014. L'affiliée de l'UITA représentant les travailleurs/euses de Coca-Cola Indonésie demande à la direction de Coca-Cola Amatil Indonésie de négocier la définition des catégories d'emplois de base pour tous les postes des opérations de Coca-Cola Amatil Indonésie et de mettre fin au recours à des tiers ou sous-traitants.

Face aux attaques incessante contre l'emploi, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et les droits syndicaux, l'UITA et l'EFFAT (UITA-Europe) ont lancé un manifeste conjoint appelant Coca-Cola à éviter les licenciements et à mettre un terme à l'externalisation et à la flexibilité des emplois. Les syndicats exigent que la société étudie sérieusement toutes les alternatives et contre-propositions possibles présentées par les représentants des salariés en Europe. Le manifeste est disponible en français ici.

Le 25 mars, les travailleurs/euses ont bloqué l'entrée de l'usine Coca-Cola Refrescos Bandeirantes à Trindade, Goias, Brésil, pour demander l'application de la parité salariale dans cette usine. Lire davantage ici (en anglais). En Uruguay, les travailleurs/euses de Coca-Cola ont observé un arrêt de travail de 24 heures le 3 avril pour protester contre la discrimination antisyndicale et la baisse des salaires. Lire plus ici (en anglais).

PepsiCo

burcu.ayan@iuf.org

La société tente d'écraser/ cherche à faire capituler ??? un groupe de travailleurs courageux qui a formé un syndicat au Bengale Occidental, en Inde. En 2013, les travailleurs de trois entrepôts sous contrat exclusif avec PepsiCo pour les

produits Frito-Lay, ont enregistré leur syndicat auprès des autorités. Ils ont par la suite été harcelés, agressés par des hommes de main et 162 des 170 travailleurs employés dans les trois entrepôts ont été brutalement licenciés. Soutenez la campagne en leur faveur et cliquez ici pour envoyer un message à PepsiCo.
L'UITA a demandé aux affiliées de soulever ce cas avec PepsiCo et de demander une explication pour le licenciement et le harcèlement de 162 travailleurs dans ce cas typique d'action antisyndicale. Les réponses de PepsiCo sont à communiquer au secrétariat de l'UITA. Nous apprécierions que les affiliées fassent directement savoir à PepsiCo que l'UITA et ses affiliées feront campagne aussi longtemps qu'il le faudra pour que ces travailleurs obtiennent justice.
Des syndicats ont manifesté dans tout le pays en solidarité avec la lutte en cours du comité d'action des travailleurs/euses PepsiCo (Frito-Lay) de Calcutta. Lire plus ici (en anglais).

BRASSERIES

burcu.ayan@iuf.org

AB-Inbev

burcu.ayan@iuf.org

AB InBev a récemment acquis la brasserie Oriental en Corée du Sud. A la suite d'une demande de la section syndicale Oriental Brewery (OB) de l'affiliée KCTWU, l'UITA a contacté la direction d'AB InBev à propos du non respect de la convention collective par la direction locale d'Oriental Brewery.

L'UITA a invité AB InBev à s'impliquer activement dans les prochaines négociations entre la section syndicale locale et la direction d'OB de façon à garantir un processus de bonne foi. Ces négociations doivent notamment porter sur la sécurité de l'emploi, la reconnaissance syndicale et le soutien apporté à la communauté locale.

Grâce aux pressions nationales et internationales, l'issue des négociations a été plus positive que prévu, avec par exemple une augmentation des salaires liée à l'incorporation des primes dans la rémunération de base. La section syndicale locale d'OB a fait part de sa grande appréciation pour le soutien de l'UITA durant ces négociations.

Le comité de coordination du Réseau international des travailleurs/euses AB InBev, composé de responsables syndicaux de SEIU-Canada, de FATCA-Argentine, des Teamsters-USA, d'ACV-Belgique et du secrétariat de l'UITA, a organisé une deuxième conférence téléphonique pour s'informer mutuellement des questions concernant AB InBev et des activités syndicales et pour décider d'actions conjointes afin d'établir une coopération et une coordination actives et efficaces au sein du Réseau. Le comité de coordination a convenu de demander aux syndicats présents chez AB InBev de soumettre un rapport soulignant 4,5 questions principales, avec des exemples concrets, des informations générales et des pièces justificatives. Le but de ces rapports est de définir des problèmes communs et de les documenter pour en discuter avec la direction générale du groupe. Les rapports sont à envoyer à burcu.ayan@iuf.org

Un désaccord sur le plan d'intéressement aux bénéfices d'Ambev et le refus de la société de négocier se sont traduits par un appel à la grève le 24 mars à l'usine de Jacarei, au Brésil. Lire plus ici.

Voir http://www.beerworkers.org (en anglais) pour plus de nouvelles.

CATERING

james.ritchie@iuf.org

Compass

james.ritchie@iuf.org

En **Algérie,** l'affiliée de l'UITA SNATEA a rencontré des difficultés à négocier au nom de ses membres, malgré sa proposition de convention collective. Compass évite la négociaiton en remettant en cause le statut du syndicat. L'UITA a invité la société à reconnaître le syndicat algérien indépendant et démocratique affilié à l'UITA.

En Europe, les affiliées sont confrontées au non respect des conventions collectives, à la réduction des heures de travail et à des licenciements. En Italie et en Espagne, à la fois Compass et Sodexo ont profité de la crise économique pour dénoncer la convention collective nationale du secteur.

Sodexo

james.ritchie@iuf.org

Les conflits en cours au Maroc et à Pune, Inde, n'ont pas été résolus. Les négociations entre **ODT** et Sodexo au ***Maroc*** pour définir les protocoles de transfert des employés/es et les structures du dialogue sont dans l'impasse à cause de la question en suspens du licenciement du secrétaire général de la branche Sodexo d'ODT.

Depuis que Sodexo a perdu le contrat avec General Motors à Pune, Inde, le syndicat des travailleurs/euses Sodexo MacLellan cherche à négocier le transfert de ses membres. Des possibilités de transfert ont été refusées à 18 travailleurs et l'UITA a demandé à Sodexo de discuter avec le syndicat pour trouver une solution.

Unite Here a fait savoir qu'il résiste à des tentatives faites par Sodexo aux Etats-Unis pour

modifier le statut des travailleurs/euses en leur donnant un statut d'employé à temps partiel, au prétexte de l'Affordable Care Act (loi sur la protection des malades et les soins abordables). La réduction des heures de travail n'a pas été la réponse de tous les employeurs à cette loi et pas des principaux concurrents de Sodexo en particulier.

DIVISION DES PRODUITS LAITIERS

burcu.ayan@iuf.org
james.ritchie@iuf.org

La **3ème Conférence mondiale de l'UITA pour les produits laitiers**, accueillie par notre affiliée argentine ATILRA, a eu lieu en conjonction avec l'inauguration du Centre technologique d'enseignement et de recherches d'ATILRA à Sunchales, Santa Fe, avec la participation de plus de 20 affiliées de l'UITA représentant les travailleurs/euses des produits laitiers de différents pays.

Les affiliées ont convenu de mettre l'accent sur l'augmentation des effectifs dans les principales transnationales du secteur laitier et se sont engagées à transmettre au secrétariat leurs succès de syndicalisation ou la résistance opposée par les transnationales aux campagnes de syndicalisation, surtout quand cette résistance empêche les travailleurs/euses d'exercer leurs droits. Danone et Fonterra restent les cibles d'une syndicalisation à 100 pour cent.

Les affiliées se sont engagées à renforcer la coopération par le biais d'un travail sur les sociétés plus ciblé. Lactalis et Friesland Campina ont été identifiées comme les sociétés dans lesquelles intensifier la syndicalisation, à la fois localement et internationalement.

La conférence a discuté des accords sur le commerce et l'investissement et de leurs répercussions sur les droits humains et la démocratie, et de leurs implications pour les travailleurs/euses et producteurs du secteur laitier. Les membres de la division des produits laitiers de l'UITA ont adopté une résolution qui appelle leurs gouvernements respectifs à abandonner le modèle actuel d'accords sur l'investissement et à engager des relations commerciales qui respectent les droits humains et encouragent la sécurité alimentaire et la souveraineté économique.

L'initiative de syndicalisation « Un accord équitable pour les travailleurs/euses du secteur des produits laitiers » a été approuvée et les affiliées se serviront de cette approche basée sur les droits dans leur travail sectoriel. Le secrétariat distribuera le matériel publicitaire sous une forme qui permettra aux affiliées de l'adapter avec leurs logos ou autre image de marque.

Dans certains pays, il existe une alliance naturelle entre les travailleurs/euses, leurs syndicats et les petits producteurs. Dans d'autres pays, les organisations syndicales et les associations d'agriculteurs sont des ennemis politiques. Le secrétariat de l'UITA communiquera une courte enquête aux affiliées pour obtenir des informations sur leurs relations avec les associations d'agriculteurs et de producteurs.

Danone

burcu.ayan@iuf.org

A la suite des discussions tenues lors de la troisième réunion de ***l'équipe de mission UITA/Danone***, les 3 et 4 février 2014, Danone et l'UITA ont convenu d'organiser des visites conjointes de sites de la société en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie pour examiner les structures de l'emploi de Danone dans ces pays. Des visites d'usines et des réunions ont eu lieu en Indonésie début avril. En conclusion de cette visite conjointe, Danone et l'UITA ont identifié des situations dans lesquelles les travailleurs/euses précaires éprouvaient des difficultés à faire valoir leurs droits. La prochaine visite se déroulera en Thaïlande.

La prochaine ***réunion plénière du comité d'information et de consultation (CIC) Danone*** se tiendra à Genève du 21 au 24 octobre 2014.

Suivi des accords UITA/Danone

jacqueline.baroncini@iuf.org
burcu.ayan@iuf.org

A la suite des visites des opérations Danone au Maroc et en Indonésie en 2013 (dont il a été rendu compte dans STN Info #14 et STN Info #15 respectivement), des visites de sites sont prévues en Espagne, en Suède et aux États-Unis en 2014.

Lactalis

burcu.ayan@iuf.org

L'affiliée de l'UITA ***FO-FGTA*** a récemment syndiqué 5 sites Lactalis en ***France***. De façon à développer une stratégie pour renforcer la syndicalisation de Lactalis, localement et internationalement, une réunion internationale est prévue en 2015.

PepsiCo (produits laitiers)

Quatre grandes fermes de la région de Krasnodar, qui faisaient partie du groupe Wimm-Bill-Dann

(WBD) de PepsiCo en Russie ont été cédées à une sociétés appelée Agrocomplex. Pour l'instant, aucun licenciement n'a été enregistré dans ces fermes qui ne sont pas syndiquées.

RESTAURATION RAPIDE

massimo.frattini@iuf.org

McDonald's

massimo.frattini@iuf.org

L'UITA a organisé une réunion internationale des travailleurs/euses de la restauration rapide les 5 et 6 mai à New York à laquelle ont participé des syndicats et des travailleurs/euses déterminés à mettre sur pied une action conjointe, à définir des revendications communes, à partager les expériences et à construire un Réseau international pour encadrer les actions et les campagnes futures. Les participants/es ont pris part dans les jours qui suivaient la réunion à des actions aux côtés d'employés/es nord-américains/es de McDonald's, coordonnées par SEIU, qui soutient actuellement la campagne « ***FightFor15*** » aux Etats-Unis (la campagne pour un salaire minimum de USD 15).

Une deuxième ***Journée internationale des travailleurs/euses de la restauration rapide*** sera organisée le 15 mai pour rehausser le profil du secteur et fournir une plate-forme mondiale aux revendications des travailleurs/euses, en mettant particulièrement l'accent sur la campagne ***« FightFor15 ».***

PÊCHES

kirill.buketov@iuf.org

Programme conjoint ITF/UITA pour l'industrie de la pêche : « Du Pêcheur Au Vendeur »

Une réunion consultative avec Finnwatch a eu lieu à Paris le 3 février 2014, avec la participation des affiliées finlandaises de l'UITA SEL et PAM, pour discuter des conclusions d'un rapport récemment publié par Finnwatch sur les violations des droits humains en Thaïlande dans l'industrie des crevettes et pour convenir d'une coopération future.

Un Forum multipartite sur les conditions de travail dans le secteur des pêches se tiendra en Thaïlande le 23 mai 2014. Ce Forum inclura des représentants/es du gouvernement thaïlandais, de l'industrie, d'organisations syndicales et d'ONG locales et internationales et d'acheteurs internationaux de produits de la mer. L'OIT interviendra en qualité de modérateur d'une réunion préparatoire syndicats/ONG le 22 mai.

Début mai, Liz Blackshaw, la responsable du programme conjoint UITA/ITF sur les pêches, s'est rendue en Papouasie Nouvelle Guinée pour évaluer les progrès de syndicalisation réalisés par le Maritime and Transport Workers Union (MTWU), soutenu par le programme. Le rapport détaillé du succès de ce programme sera présenté à la fois lors de la réunion du comité des pêches de l'ITF à Londres et au comité exécutif de l'UITA en mai, de manière à stimuler la discussion et à mettre au point des projets pour étendre cette expérience positive à d'autres pays et régions.

Le 18 avril, l'UITA et l'ITF ont publié un communiqué de presse conjoint se félicitant de l'adoption par le Parlement néo-zélandais d'un projet de loi destiné à protéger les travailleurs des navires de pêches affrétés sous pavillon étranger en les faisant passer sous pavillon national. Les FSI félicitent les syndicats néo-zélandais pour leur travail qui a permis d'améliorer les conditions des travailleurs de l'industrie.

TRANSFORMATION DES ALIMENTS

jacqueline.baroncini@iuf.org
kirill.buketov@iuf.org

Cargill

kirill.buketov@iuf.org

A la suite d'une action de protestation en décembre 2013 à l'usine d'huile végétale de Cargill à Alexandrie, Égypte, la société a imposé un lock-out et par la suite arbitrairement licencié 76 travailleurs. L'UITA soutient ces travailleurs et leur syndicat indépendant par le biais d'une campagne d'action d'urgence et des affiliées sont intervenues auprès des directions locales de Cargill. Le soutien sur le terrain est coordonné par les 5 de Cadbury.

Ferrero

jacqueline.baroncini@iuf.org

Le chocolatier Ferrero, propriété de la famille du même nom, gère une usine en Inde depuis 2011, avec 378 travailleurs/euses permanents/es et 1400 travailleurs/euses à statut précaire, en majorité des femmes. Le syndicat du site, qui lutte pour améliorer les droits de ces travailleurs/euses précaires, a lancé unes série d'actions le 25 mars pour protester contre le refus de la direction de négocier depuis près de deux ans. Les affiliées italiennes FAI, FLAI et UILA ont été informées de la situation et elles interviendront auprès de la direction générale de Ferrero.

H.J.Heinz

kirill.buketov@iuf.org

Un conflit aigu a surgit en février-avril à la suite de la décision prise par H.J. Heinz de fermer le site de Turnhout en Belgique. La direction a ouvertement indiqué que la raison en était un plus faible coût de la main d'œuvre de l'usine britannique de Telford où sera transféré l'essentiel de la production. Cette décision intervient alors même que l'usine est rentable et qu'elle est la seule à fabriquer les sauces pour les services alimentaires en Europe. La fermeture du site aura des conséquences dramatiques pour l'économie de Turnhout, une ville de 40.000 habitants. Quatre affiliées de l'UITA ont créé un front commun pour s'opposer à cette décision. Elles ont notamment bloqué la production et brûlé le drapeau de la société.

La lutte des travailleurs/euses belges a reçu le soutien des membres de UFWC et de UFCW-RWDSU en Amérique du Nord, qui ont distribué des tracts aux portails des usines Heinz pour informer leurs collègues de cette décision et faire part de leur solidarité avec les travailleurs/euses de Turnhout.

L'intensification de la campagne syndicale, qui a pris une dimension de plus en plus internationale, a conduit la direction à proposer une indemnisation pour ces pertes d'emplois, une offre qui a en fin de compte été jugée satisfaisante par les membres du syndicat de Turnhout.

Une réunion internationale des syndicats Heinz a eu lieu à Pittsburgh, Etats-Unis, les 13 et 14 mars 2014. 25 participants/es des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de Belgique, des Pays-Bas et d'Ukraine ont discuté du développement de la coordination syndicale et de la mise en place de réseaux de solidarité pour faire face aux mesures de restructuration appliquées par la nouvelle direction, mise en place à la suite de l'acquisition de Heinz par Berkshire Hathaway et 3G Capital. La réunion a conclu que la société n'entendait pas seulement réduire le nombre d'usines, mais également le nombre de travailleurs/euses employés/es dans chaque usine, en regroupant des tâches et en alourdissant la charge de travail. La première année de la nouvelle époque Heinz, qui n'est plus une société cotée en bourse, mais une société privée détenue par des institutions financières, a été marquée par des suppressions d'emplois qui représentent près de 10 pour cent de la main d'œuvre, une tendance qui devrait se poursuivre et à un rythme soutenu.

La réunion a fermement ***condamné*** la décision de fermer des usines rentables et s'est engagée à soutenir les travailleurs/euses de Turnhout, Belgique. Le secrétariat de l'UITA a reçu mandat de poursuivre les travaux de recherche et d'organiser des conférences en ligne de manière régulière. La première conférence a eu lieu les 5 et 6 mai 2014.

Pour y participer, merci d'envoyer un message à kirill.buketov@iuf.org. Pour rester en contact, rejoignez le groupe Facebook : https://www.facbook.com/groups/heinz.unions

Kellogg

jacqueline.baroncini@iuf.org

Alors que le lock-out des travailleurs/euses se poursuit à l'usine Kellogg de Memphis, le BCTGM a créé un site web consacré à ce conflit et mis en ligne une série de vidéos poignantes dans lesquelles les travailleurs/euses racontent ce que leur impose la cupidité sans limite de l'entreprise. Elles peuvent être visionnées à www.kellogggreed.com

Mondelez (ex-Kraft)

jacqueline.baroncini@iuf.org
james.ritchie@iuf.org

Le secrétariat poursuit sa coopération avec les affiliées dans la lutte pour la réintégration des syndicalistes licenciés par Cadbury à Alexandrie, Égypte et en soutien à la lutte syndicale pour la conversion des centaines d'emplois temporaires en emplois permanents chez Cadbury Pakistan.

En mars, les syndicats belges ont appris qu'une visite d'un site Mondelez par la direction de la coentreprise tunisienne SOTUBI était prévue et les syndicats de tous les sites ont fait part à la direction de leur opposition à cette visite « tant que Mondelez continue à violer les droits syndicaux en Tunisie et refuse de reconnaître et de discuter avec l'UITA ».

Le 7 avril, le comité de négociation conjoint des trois syndicats (Unite, SIPTU, TEEU) de l'usine Cadbury de Coolock, Dublin, Irlande, a fait part, lors d'une entrevue avec les directions locale et nationale, de son soutien à la lutte syndicale pour des emplois permanents chez Cadbury Pakistan. Les membres de ces syndicats ont ensuite organisé un rassemblement devant le site.

Nestlé

jacqueline.baroncini@iuf.org
james.ritchie@iuf.org

Les deux groupes de travail établis dans le cadre du processus d'engagement UITA/Nestlé sont le groupe de travail sur ***l'égalité des genres pour les employés/es non cadres*** et ***le groupe de travail sur les formes d'emplois***.

Le groupe de travail sur l'égalité des genres continue à compiler des données, notamment en Afrique du Sud par le biais de notre affiliée FAWU. L'une des constations initiales était que la direction d'une usine de Nestlé en Suède refusait d'établir conjointement un inventaire des salaires alors que la loi l'y oblige.

En Australie (et en Océanie), une politique de non discrimination sur le lieu de travail est mise en œuvre et une formation sur cette question est dispensée aux travailleurs/euses et aux personnes chargées d'appliquer cette politique. Un comité femmes a été créé à l'usine Nestlé au Nicaragua.

Les mesures à prendre à l'avenir seront discutées une fois que toutes les informations sur l'égalité des genres auront été compilées et analysées.

Il a été demandé aux affiliées du Chili, d'Afrique du Sud et de Pologne de vérifier si les données rassemblées par Nestlé sur le nombre de travailleurs permanents, temporaires et intérimaires pour le groupe de travail sur les formes d'emplois correspondent à leur évaluation des formes d'emplois dans les principaux sites. Dans un premier temps, l'UITA souhaite définir quel travail est réellement saisonnier et quel travail est effectué par des travailleurs/euses intérimaires de manière régulière.

L'UITA a soutenu les travailleurs/euses lors de récents conflits en Inde et au Pakistan. A Bicholim en Inde, Nestlé a recruté de nouveaux/elles employés/es aux dépens des 300 travailleurs/euses sous contrat employés/es continûment à l'usine depuis plusieurs années. Et à Moga, Inde, un changement de contractant a mis 500 travailleurs/euses au chômage alors qu'ils/elles avaient en moyenne 10 ans d'ancienneté et souhaitent retrouver un travail. Des actions de protestation se poursuivront sur ces deux sites et s'intensifieront jusqu'à ce que des accords soient trouvés.

Le nombre de travailleurs directement employés à Kabirwala, Pakistan, continue à progresser malgré des revers dus aux tactiques d'obstruction de la direction et des contractants locaux.

CHAÎNES HÔTELIÈRES

massimo.frattini@iuf.org

Accor

massimo.frattini@iuf.org

A la suite d'une réunion en début d'année, le secrétariat continue à exhorter la direction général d'Accor de résoudre les conflits en cours au Canada, au Bénin et en Indonésie. Dans le cas où des progrès suffisants sont accomplis dans la résolution de ces conflits, la renégociation de l'***Accord international sur les droits syndicaux UITA/Accor*** pourra être entamée.

Projet de syndicalisation mondiale Accor

massimo.frattini@iuf.org

Le projet de syndicalisation au Brésil, soutenu par l'affiliée américaine UNITE HERE et le Centre de solidarité syndicale de l'AFL-CIO se poursuit et un atelier de deux jours sera organisé les 27 et 28 mai prochains avec tous les syndicats brésiliens concernés. La réunion discutera également de la mise en œuvre de l'initiative pour le personnel d'étage et la manière de renforcer le projet de syndicalisation.

Melià

james.ritchie@iuf.org
emilio.ferrero@iuf.org

Depuis la signature de l'accord-cadre international (ACI) avec Melià, l'UITA s'y réfère pour syndiquer des régions clés, dont l'Indonésie, la Croatie et toute l'Amérique latine. En Croatie, où Melià gère douze établissements, l'UITA a organisé une réunion avec son affilié STUH pour discuter d'un projet de syndicalisation. Au Royaume-Uni, Unite the Union a demandé à l'UITA de faciliter les contacts avec la direction locale de Melià à Londres et le processus de mise en œuvre d'activités de syndicalisation dans le cadre de l'ACI.

« Mettez mon lieu de travail en ordre – Dignité pour le personnel d'étage ! »

- De façon à être plus efficace, l'initiative sera subdivisée en trois piliers pour être plus efficace : des actions de « Sensibilisation » pour mieux la faire connaître au grand public

- une stratégie à l'intention des transnationales qui reconnaissent l'UITA
- et une stratégie à l'intention des transnationales qui ne reconnaissent pas l'UITA.

Dans la région Asie/Pacifique, des activités ont déjà été menées en Inde, en Indonésie, en Corée du Sud et au Pakistan. Des militants/es ont distribué des tracts à leurs collègues de travail et aux clients et organisé des rassemblements pour faire connaître l'initiative.

VIANDE

james.ritchie@iuf.org

Un nouveau comité de coordination de l'EFFAT (UITA Europe) pour la viande a tenu sa première réunion le 24 avril pour établir une meilleure syndicalisation et coordination des affiliées européennes du secteur de la viande. Ce secteur est marqué par le dumping social (le remplacement d'emplois décents par des emplois jetables) et la violation des droits par le biais d'un recours excessif au travail précaire et des pratiques discriminatoires dans la rémunération et les conditions de travail. Aux Etats-Unis, l'UFCW est au premier rang de l'opposition croissante à la proposition de « modernisation de l'inspection de l'abattage des volailles » avancée par le département américain de l'agriculture (USDA), qui prévoit d'autoriser 175 animaux par minute par ligne de travail et de réduire le nombre d'inspecteurs sur chaque ligne. Des études indépendantes ont démontré que la santé et sécurité des travailleurs/euses étaient déjà compromises avec la vitesse actuel des lignes d'abattage, puisque 4 travailleurs/euses sur 10 souffraient du syndrome du canal carpien et que 6 sur 10 montraient des symptômes de cette maladie professionnelle. L'UFCW appelle l'USDA à renoncer à cette proposition et à soutenir plutôt un régime de sécurité détaillé pour les travailleurs/euses de cette industrie.

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Crown Holdings

burcu.ayan@iuf.org

L'UITA a contacté un certain nombre de sociétés clientes de Crown Holdings qui reconnaissent l'UITA (Coca-Cola, Danone, Nestlé, Unilever, etc.), demandant qu'elles s'acquittent, en tant que client, de leurs obligations concernant leurs chaînes d'approvisionnement en exigeant au minimum des explications de Crown Holdings pour son comportement au Canada, en Espagne et en Turquie (pour l'historique, voir STN Info # 15 et notre site web ici).

Toutes les sociétés clientes contactées ont répondu en s'adressant directement à Crown Holding pour questionner la société à propos de ses actions antisyndicales. L'UITA espère et croit que de telles pressions peuvent contribuer à ce que la fédération syndicale internationale sœur IndustriAll remporte la lutte pour les droits syndicaux fondamentaux que livrent actuellement ses membres chez Crown Holdings.

TOURISME

massimo.frattini@iuf.org

Tours opérateurs/Hôtels : recherche sur les séjours tout compris

En février 2013, l'UITA et l'ONG londonienne Tourism Concern ont convenu de coopérer pour enquêter sur l'impact du tourisme « tout compris » sur les travailleurs/euses et leurs familles.

Le rapport de cette enquête, rendu public à l'occasion d'un événement à la Chambre des Communes britannique, est disponible ici. Il révèle entre autres points que le secteur du tourisme dans les pays étudiés est caractérisé par le travail précaire, les bas salaires, les longues heures de travail et l'absence d'une égalité des chances.

L'UITA soulèvera ces questions, avec les affiliées et les autres FSI concernées, avec les principaux tours opérateurs et l'industrie hôtelière en général.

STN INFO

« STN INFO » est une publication à l'attention exclusive des instances dirigeantes et des affiliées de l'UITA. Elle n'est pas destinée à un public plus large.

« STN INFO » est à la disposition des affiliées à partir de la section « seulement pour les membres » sur le site web de l'UITA. Le mot de passe est ch1213.

Cette publication présente de brefs rapports des activités du secrétariat de l'UITA sur les principales transnationales (STN). Plus de détails peuvent être obtenus auprès des permanents de l'UITA dont les noms apparaissent en début d'article.

Le secrétariat espère que cette publication contribue à informer les affiliées du travail effectué en leur nom dans ce domaine spécifique et à notre capacité à construire une forte présence syndicale au sein de ces sociétés.

Les commentaires et suggestions des affiliées sont bienvenues, et peuvent être adressées à iuf@iuf.org

Facebook: http://www.facebook.com/IUFglobal
Twitter: https://twitter.com/IUFglobal
YouTube Channel:
http://www.youtube.com/user/IUFglobal